

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 10/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOUFFLET AGRICULTURE**

Chemin Vert  
45340 AUXY

Références : EB 608/2022  
Code AIOT : 0010000943

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE implanté Chemin Vert 45340 AUXY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUFFLET AGRICULTURE
- Chemin Vert 45340 AUXY
- Code AIOT : 0010000943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

L'ensemble des activités exploitées, par la société SOUFFLET Agriculture dans son établissement situé à AUXY, est réglementé par l'arrêté préfectoral du 09 juin 2016.

Sur ce site, la société SOUFFLET Agriculture est autorisée à exploiter les activités suivantes :

- rubrique 4718-1 : (A ; SSB)
- rubrique 2160-2a : (A)
- rubrique 2260-2a : (E)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites de la visite précédente du 28/05/2020
- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion suite visite du 28/05/2020 - constat NC1*	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.5.3 et 7.3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Gestion suite visite du 28/05/2020 - NC3	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.7.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Stockage d'engrais solide	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.4.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.6.1 , 1.6.2 et 7.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion suite visite du 28/05/2020 - constat NC1\*

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.5.3 et 7.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, DECLASSEMENT DES VOIRIES ADJACENTES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 1.5.3 Avant la réalisation des essais préalables à la mise en service des nouveaux réservoirs de stockage de GPL, l'exploitant s'assure : - du déclassement du chemin latéral à la ligne SNCF et du chemin d'exploitation, localisé au sud du site ; - du respect des dispositions définies à l'article 7.3.1.1. du présent arrêté. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.  Art. 7.3.1.1 L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.

Les portails fermant l'accès au chemin latéral à la voie SNCF doivent pouvoir être ouverts par l'exploitant des parcelles agricoles desservies par cet accès et par l'exploitant du hangar de stockage de pommes de terre. Un contrôle de la fermeture des portails est réalisé par l'exploitant après chaque passage, par gardiennage ou télésurveillance. L'exploitant établit une procédure qui spécifie la nature du contrôle qui donnent lieu à un enregistrement.

L'installation de stockage de GPL doit être surveillée de façon à déceler toute tentative d'intrusion et à donner l'alerte. Cette surveillance doit être adaptée aux circonstances de lieu, de moment et aux risques potentiels. Elle est réalisée par gardiennage ou par télésurveillance. En cas de recours à la télésurveillance, une personne dûment habilitée et formée doit pouvoir intervenir sur site dans un délai maximal de 30 minutes.

[...]

**Constats :** Constat maintenu

**C1:** L'exploitant exploite le stockage de GPL sans s'assurer de l'absence de tiers au niveau des voies communales (chemins latéral et d'exploitation).

**Observations :** Rappel des échanges précédents:

Réponse exploitant 16 juillet 2018 :

Nous confirmons les propos évoqués dans notre courrier du 20 décembre 2017.

Réponse exploitant 30 juillet 2018 :

Par courrier électronique du 24 juillet 2018, la Préfecture du Loiret nous informe qu'une opération de division parcellaire supplémentaire doit être réalisée. Cette dernière permettra alors de poursuivre la démarche de déclassement du chemin.

Réponse complémentaire du 20 mai 2020 :

L'enquête publique pour le déclassement du chemin s'est déroulée du 03 au 19 octobre 2019. Par courrier du 12 février 2020, nous avons reçu de la part de la Mairie d'Auxy la délibération du Conseil Municipal du 23 janvier 2020 décidant la vente des chemins. Par la suite, nous avons rencontré Madame le Maire le 13 mars 2020 pour avancer sur ce dossier. Le processus d'acquisition est désormais en cours avec notre service juridique et les notaires (processus ralenti du fait des conditions sanitaires liées au Covid19), et nous espérons être en mesure de finaliser l'acquisition d'ici la fin de l'été, ce qui permettra par la suite de réaliser les travaux nécessaires.

Réponse du 08/07/2020 :

Comme indiqué le jour de votre inspection sur le site, le processus d'acquisition est désormais en cours avec notre service juridique et les notaires et nous espérons être en mesure de finaliser l'acquisition d'ici la fin de l'été, ce qui permettra par la suite de réaliser les travaux nécessaires.

Réponse du 19/11/2020 :

Le processus d'acquisition est toujours en cours. Vous trouverez ci-joint un courrier de notre Notaire, maître Michèle NUNIGLIA, qui confirme être en charge de cette acquisition. Toutefois, à ce jour, notre notaire est toujours dans l'attente du document d'arpentage et des numéros de cadastre qui ont été attribués à ces parcelles.

Lors de la présente visite, l'inspection a interrogé le personnel de la société SOUFFLET AGRICULTURE sur la procédure de déclassement des voiries (chemin latéral à la voie SNCF et chemin rural d'exploitation).

L'exploitant a indiqué que cette procédure était toujours en cours. Il indique qu'elle n'a pas encore abouti pour des problèmes administratifs entre la mairie et l'intercommunalité.

Néanmoins, la circulation est toujours possible pour le public notamment à proximité des cuves de GPL.

L'inspection vous rappelle à nouveau que le courrier préfectoral du 13 décembre 2016 rappelait à l'exploitant l'interdiction de mettre en service les installations tant que les procédures de

déclassement et les mesures de sûreté n'étaient pas, respectivement, menées à terme et mises en œuvre.
Ce constat est récurrent depuis 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Gestion suite visite du 28/05/2020 - NC3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 450 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. Sa vidange suit les principes imposés par l'article 4.3.10 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, aires de chargement — déchargement du dépôt d'engrais solides ainsi que des voies de circulation du site est collecté, via un débourbeur-déshuileur, dans un bassin d'infiltration d'une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Une consigne encadre leur mise en œuvre.</p>
<b>Constats :</b> <b>C2:</b> Le bassin de confinement n'est pas en pleine capacité du fait qu'il soit rempli d'eau de pluie.
<p><b>Observations :</b> Lors de visite précédente, il avait été constaté que le bassin de confinement d'un volume utile de 450 m<sup>3</sup> contenait une quantité importante de boues au fond.</p> <p>Lors des échanges ultérieurs, l'exploitant avait indiqué avoir procédé au curage du bassin de confinement sans pour autant avoir transmis de justification (photographies notamment).</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le bassin de confinement était plein. L'exploitant a indiqué qu'il s'était rempli à la suite d'un orage la veille.</p> <p>Par ailleurs, le bassin d'infiltration était lui aussi rempli, empêchant de fait la vidange prévue du bassin de confinement.</p> <p>En conséquence, l'exploitant ne justifie pas du volume utile nécessaire du bassin de confinement en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement revoir la pertinence d'une part de la conception relative à la collecte des eaux pluviales du site qui finissent en totalité dans le bassin de confinement et d'autre part la capacité du bassin de confinement et du bassin d'infiltration en cohérence avec la perméabilité des terrains sous-jacents.</p> <p>La problématique de maintenir un bassin de confinement en pleine capacité est récurrente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance du débourbeur/déshuileur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 4.2.3 Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]</p> <p>Art. 7.7.6 [...] Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, aires de chargement — déchargement du dépôt d'engrais solides ainsi que des voies de circulation du site est collecté, via un débourbeur-déshuileur, dans un bassin d'infiltration d'une capacité minimum de 120 m3. [...]</p>
<b>Constats :</b> <b>C3:</b> L'exploitant n'assure pas une vérification et un entretien suffisant du débourbeur déshuileur situé en amont du bassin d'infiltration.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a contrôlé le remplissage du débourbeur déshuileur situé entre le bassin de confinement et le bassin d'infiltration. L'inspection a constaté que le débourbeur déshuileur est rempli d'eau avec des traces d'irisation d'hydrocarbures en aval du traitement.</p> <p>A noter que les 3 ouvrages étaient remplis d'eau et au même niveau hydraulique.</p> <p>En conséquence, lors du remplissage du bassin de confinement, le débourbeur déshuileur s'est rempli d'eau et a débordé. Cet ouvrage de traitement n'a pas été entretenu et n'assure plus son rôle de traitement des effluents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Stockage d'engrais solide

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions complémentaires applicables au magasin d'engrais solides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les stockages d'engrais conditionnés sont entreposés sur une aire étanche. Les stockages d'engrais vrac ainsi que d'engrais conditionnés sont isolés les uns des autres par des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur en matériau de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-I (incombustible). [...]
<b>Constats :</b> C4: L'exploitant stocke des engrais solides relevant des rubriques 4702-II et 4702-IV, en extérieur, sur des aires non étanches et les différents engrais stockés ne sont pas isolés les uns des autres par des passages libres d'au moins 5 m de largeur.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le magasin d'engrais était en travaux à la suite de l'envol de la toiture survenu en août 2020.  L'inspection a constaté le stockage d'engrais solides conditionnés en big bags en extérieur. Les big bags sont posés à même le sol sur une zone empierrée non étanche. L'inspection a relevé la présence de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 13 big bags de 600 kg d'engrais classés 4702-IV dénommés Nitrovert;</li><li>- 6 big bags de 600 kg d'engrais classés 4702-II dénommés Extran 33.5;</li><li>- 7 big bags de 600 kg d'engrais classés 4702-IV dénommés Yara Mila.</li></ul> Les autres engrais présents, stockés en bigs bags, sont non classés.  Les big bags d'engrais classés sont collés les uns aux autres ou espacés d'un mètre maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.6.1 , 1.6.2 et 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, scénario étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 1.6.1 Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.  Art. 1.6.2 Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant

des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs, telle que mentionnée à l'article L. 515-33 du code de l'environnement, est mise en oeuvre de façon appropriée.

#### Art. 71.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats : C5:** Compte tenu de la présence d'un stockage de caisse en bois sur l'emprise du site SOUFFLET AGRICULTURE mais appartenant à la société voisine:

- l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Madame la Préfète la modification de ses installations préalablement à leur réalisation;
- l'exploitant n'a pas procédé à l'actualisation de son étude de dangers pour prendre en compte le scénario d'un incendie d'un stockage de bois, des distances des effets thermiques associées et des conséquences sur ses installations et ses équipements (bâche incendie);
- l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner ses installations et pour en limiter les conséquences.

**Observations :** Lors de la visite, l'inspection a constaté le stockage de caisse en bois par la société voisine SARL BEAUCHAMPS, société de négoce de pommes de terre, sur l'emprise du site de la société SOUFFLET AGRICULTURE.

Ces caisses en bois servent au transport des pommes de terre.

Ce stockage de caisses en bois est connu de l'exploitant et ce dernier a donné son accord à la société voisine sur l'emprise de son site.

Le stockage de caisses en bois est située le long de la clôture existante au niveau du bassin de confinement, du bassin d'infiltration et la bâche incendie située au Nord du site.

La quantité de stockage de caisses en bois varie selon la saison pouvant atteindre une quantité importante, ces produits étant combustibles. Lors de la visite, l'emprise au sol des caisses en bois était d'une centaine de m<sup>2</sup> environ et d'une hauteur de stockage jusqu'à environ 7 m.

A noter également que l'inspection n'a constaté aucun moyen de lutte contre l'incendie spécifique installé pour ce stockage de caisses en bois.

De plus, au vu de la quantité de caisse en bois, il ne peut être exclu qu'en cas d'incendie de ces matières combustibles, le flux thermiques généré atteigne la bâche incendie de l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE avec une remise en cause de son intégrité.

L'étude de dangers du site ne traite pas du scénario d'un incendie d'un stockage de bois et des distances des effets thermiques associées.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas porter à la connaissance de Madame la Préfète les modifications d'exploitation de ses installations préalablement à leur réalisation.

Enfin, en l'absence d'une étude de dangers complétée avec le scénario d'un incendie d'un stockage de bois, l'exploitant ne justifie pas d'une maîtrise du risque accidentel de ses



installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois